

## DOSSIER

Un mouvement bien vivant !

page 6

## ACTUALITÉS

Rafle xénophobe à Mayotte : décasons Darmanin et Macron !

page 3

## HISTOIRE

CPE en 2006 : comment faire abroger une loi déjà promulguée ?

page 10

## NPA JEUNES

Quelle politique dans la jeunesse mobilisée contre la réforme des retraites ?

page 12

# RÉVOLUTIONNAIRES

01 • MAI 2023 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



## ÉDITORIAL

**Sans sans lumière pour Macron : la lutte continue, et elle continuera !**

Macron n'en peut plus de traîner les casseroles de sa réforme des retraites : il annonce haut et fort que celle-ci est passée, qu'il faut tourner la page et qu'il va aller à la rencontre de la population, mais à chaque prise de parole, quel que soit l'endroit, il est accueilli bruyamment. À tel point qu'à Ganges, dans l'Hérault, jeudi dernier, un arrêté de la préfecture a interdit tout « dispositif sonore portatif »... Le ridicule était bel et bien là ! Surtout que le dispositif de sécurité autour de la visite présidentielle n'a pas empêché qu'il doive faire la réunion prévue dans un collège de la ville sur des petites chaises en plein milieu de la cour, en raison d'une coupure de courant orchestrée par des grévistes d'EDF... Son « tour de France » risque d'être très laborieux.

## MACRON ET LE CAC 40, DÉGAGEZ !

Sans attendre le 1er mai, tous ceux qui se sont mobilisés contre la réforme des retraites depuis plus de trois mois saisissent toutes les occasions pour manifester leur colère et leur refus de cette réforme injuste. Une véritable guérilla contre Macron et son gouvernement, qui montre que la lutte continue.

Le 20 avril, de nombreuses actions étaient organisées, dont l'envahissement du siège d'Euronext à la Défense par des centaines de cheminots avec le slogan « Le CAC 40 à la caisse pour payer nos retraites ». Euronext gère en effet la Bourse de Paris où s'échangent les titres financiers des grandes entreprises. Ou bien encore, la manifestation

SUITE PAGE 2 >>

<b>ACTUALITÉS</b> p.3	<b>INTERNATIONAL</b> p.5	<b>DOSSIER</b> p.6	<b>PREMIÈRES LIGNES</b> p.8	<b>HISTOIRE</b> p.10	<b>CULTURE</b> p.11	<b>NPA JEUNES</b> p.12
Raflé xénophobe à Mayotte Par les manifestations et par les grèves, dégageons la réforme, Macron et le Medef qu'il sert !	Mise au service des profits, l'inflation se prolonge De la syncope bancaire à la crise généralisée ?	Turquie : Erdoğan sur la sellette Soudan : guerre entre bandes armées de l'État, contre le peuple Ukraine-Russie : pendant la guerre, les affaires continuent !	UN MOUVEMENT BIEN VIVANT ! Sortir des sentiers battus des institutions Leur démocratie et la nôtre... Échos locaux	Quelques grèves pour des augmentations de salaire en avril et des retours de différents secteurs (Poste, santé, transports, airbus, éducation...)	Mouvement contre le CPE en 2006 : comment faire abroger une loi déjà promulguée ? Les origines révolutionnaires du 1 <sup>er</sup> mai	L'hécatombe invisible, enquête sur les morts au travail <b>VIE DU NPA</b> Le NPA-13, autour du film « Annie colère » Cet été à Barbaste, quatre jours pour changer le monde ! Quelle politique dans la jeunesse mobilisée contre la réforme des retraites ? De la révolte à la révolution, le NPA-Jeunes continue !



## RÉVOLUTIONNAIRES: le journal de ceux et celles qui ne veulent pas tourner la page

Les cent jours d'apaisement promis par Macron n'y feront rien, sinon jeter de l'huile sur le feu. Dans le monde du travail, pas question de tourner la page de cette réforme scélérate. Les deux ans ferme supplémentaires d'exploitation capitaliste ne passeront pas. De même que les deux ans pris en 2010 : personne, à part la gauche parlementaire quand elle dépose des projets de référendum, n'a oublié que la retraite, c'est à 60 ans maximum. Et le fait que Le Pen et le Rassemblement national reprennent ce mot d'ordre par démagogie de circonstance ne fera pas oublier leurs fondamentaux racistes et pro-patronaux.

Quel meilleur lancement pour notre journal qu'un 1<sup>er</sup> mai, journée internationale de lutte pour la réduction du temps de travail depuis maintenant 139 ans ? Un 1<sup>er</sup> mai particulier en France, puisqu'il s'inscrit dans un mouvement d'une profondeur politique historique, un mouvement obstiné, qui milite pour l'extension du « règne de la liberté » par la diminution du temps perdu au profit d'un patron.

### ON NE CRÈVERA PAS POUR LE PATRONAT !

C'est parce que nous ne voulons pas tourner la page d'une riche histoire de luttes politiques des travailleurs et des travailleuses contre l'exploitation et toutes les oppressions que nous lançons ce journal d'extrême gauche - et non de cette gauche qui s'adapte aux institutions de cette république bourgeoise, consacrant le droit des puissants et des riches. Le Nouveau Parti anticapitaliste se veut un pôle de regroupement au sein du mouvement révolutionnaire en se référant au meilleur des traditions du mouvement ouvrier et à ses acquis programmatiques de haute lutte - communiste et internationaliste.

Révolutionnaires, pour contribuer aux débats entre tous ceux qui ne veulent pas passer à autre chose sur injonction de Macron et du patronat mais au contraire s'atteler au renversement du capitalisme. Une page qu'il est urgent de tourner !

Et en attendant, tournez celles de notre journal et aidez-nous à le faire vivre !



CORTÈGE DU NPA À LA MARCHÉ DES SOLIDARITÉS. | PARIS, 18 DÉCEMBRE 2022 | HERMANN CLICK

» parisienne organisée par l'AG interprofessionnelle 92 et la coordination nationale étudiante qui a pu rendre visibles les grévistes de tous secteurs dont les cheminots.

Au-delà de ce gouvernement et de la détestation qu'il suscite, il faut bien voir que c'est tout un système contre lequel nous devons lutter : le capitalisme et sa course au profit qui nous laisse de moins en moins les moyens de vivre. C'est bien pour cela qu'en même temps que la lutte contre la casse de nos retraites, les grèves pour les salaires ont continué. Le week-end dernier, hôtesses et stewards de la compagnie aérienne Vueling étaient en grève pour revendiquer 15 % d'augmentation. Chez Vueling, les salaires aussi sont low cost ! Dans le Nord, des salariés de VertBaudet entament leur deuxième mois de grève pour les salaires.

### LE 1<sup>ER</sup> MAI TOUTES ET TOUS DANS LA RUE, ET APRÈS ON CONTINUE !

La persistance de ces grèves et l'expression de cette colère des salariés à travers le pays, coupures de courant à l'appui, permet de voir ce que nous pourrions faire si ces luttes étaient coordonnées. En tant que travailleuses et travailleurs, nous

avons une force décisive, à condition d'en prendre conscience et de nous organiser, indépendamment des directions syndicales. En revanche nous n'avons rien à attendre de la reprise d'un prétendu dialogue social avec un gouvernement qui n'attend qu'une chose : continuer à nous attaquer pour mieux servir le patronat.

Alors le 28 avril, nous pouvons faire grève et nous mobiliser à l'occasion de la journée internationale de la sécurité et de la santé au travail. Chaque année, plus de 1 000 accidents mortels du travail et de trajet sont déclarés en France. Sans parler des maladies professionnelles. Et on voudrait nous faire travailler deux ans de plus !

Puis le 1<sup>er</sup> mai, journée de lutte internationale des travailleuses et travailleurs, soyons les plus nombreux possible dans les rues de toutes les villes du pays pour clamer haut et fort, avec ou sans casseroles, que non, c'est non, cette réforme des retraites, on n'en veut toujours pas. Grèves, blocages, manifestations, casserolades, chasse aux ministres, tout va devoir continuer jusqu'au retrait... et cela dès le 2 mai !

PAR LYDIE GRIMAL ET MARIE DAROUEEN • 26/04/2023

### RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 1 • MAI 2023 • 2 EUROS  
ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »  
ASSOCIATION LOI DE 1901.  
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,  
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET  
DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION  
AURÉLIEN GAUTREAU  
CPPAP EN COURS  
NUMÉRO ISSN EN COURS  
TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES  
IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TÉL. : 01 49 63 66 66

## ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS ..... 24€  
... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

CHÈQUE À L'ORDRE "LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA"  
À ADRESSER À : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA  
BP60008 IVRY 94201 CEDEX

POUR TOUT AUTRE MOYEN DE PAIEMENT, NOUS CONTACTER PAR MAIL À :  
abonnement@nouveupartianticapitaliste.fr

## CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@nouveupartianticapitaliste.fr

COLONIALISME

# RAFLE XÉNOPHOBES À MAYOTTE : DÉCASONS DARMANIN ET MACRON !

**A**u prétexte de lutter contre la « délinquance » à Mayotte, Darmanin a lancé une vaste opération anti-migrants dénommée « Wuambushu », qui signifie « reprise » en mahorais. Les moyens déployés pour cette opération sont démesurés : plus d'un demi-millier de gendarmes et de policiers en renfort des 1 350 déjà sur place, des membres du GIGN, des Éris (leur équivalent pour les prisons), huit magistrats... Un véritable corps expéditionnaire envoyé sur l'île !

Sur place, syndicats et collectifs promettent de documenter et signaler toutes les violations de droits dont ils seront témoins. Et ces craintes sont légitimes puisque, pour atteindre les 25 000 expulsions qui ont lieu en moyenne chaque année, les droits les plus élémentaires sont déjà piétinés : des expulsions sont réalisées le jour même où l'OQTF est notifiée, des mineurs sont rattachés de façon fictive à des majeurs, ou leur âge majoré pour pouvoir les expulser, tandis que des expulsions de parents laissent aussi à Mayotte de nombreux mineurs isolés. Pour ces milliers d'enfants livrés à eux-mêmes, la délinquance dont parle le gouvernement correspond à la lutte

pour la survie. L'opération Wuambushu ne fera qu'aggraver cette situation dramatique.

Si le gouvernement, relayé par les politiciens locaux, accuse les migrants de tous les maux dont souffre l'île, c'est pour mieux se défausser de sa propre responsabilité. En déversant sa xénophobie, Darmanin veut diviser Mahorais et Comoriens. Rien de nouveau, pour garder un pied dans la région, l'État français a détaché Mayotte des autres îles des Comores devenues indépendantes en 1974. En 1995, les ordonnances Balladur ont imposé des restrictions de circulation dans un archipel qui a toujours été en lien. Depuis l'instauration de cette frontière artificielle, des milliers de Comoriens meurent chaque année dans la traversée.

Il s'agit cette fois d'expulser plus de 20 000 personnes en deux mois, soit 300 par jour... Plusieurs centres de rétention doivent ouvrir, car les 150 places de celui de Pamandzi seront insuffisantes. Cette rafle d'envergure s'accompagnera de la destruction de bidonvilles, à coup de bulldozers. Pour la préparer, il est prévu de couper l'eau aux habitants quelques jours avant son déclenchement. Darmanin promet que les habitants qui ne sont pas expulsables - mais néanmoins expulsés ! - seront relogés, une promesse qui n'a jamais été tenue dans le passé. Mahorais ou non, les habitants de ces quartiers de fortune, parfois installés là depuis plusieurs décennies, s'apprentent donc à payer le prix fort de cette opération, sur une île gangrenée par la misère.

En effet, qu'ils aient la nationalité française ou non, 80 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté ; 40 % de la population vit avec moins de 160 euros par mois. Les infrastructures, notamment médicales, sont insuffisantes, le réseau d'eau est régulièrement coupé... D'après le Défenseur des

## AU PROGRAMME SAMEDI 29 AVRIL

Des manifestations dans de nombreuses villes pour exiger le retrait du projet de loi immigration de Darmanin, et l'arrêt immédiat de l'opération Wuambushu à Mayotte ! Nous appelons à manifester contre cette ignominie.

droits : « Les droits fondamentaux - le droit à l'éducation, à la sûreté, à la santé, le droit à vivre dans des conditions décentes, notamment - y sont gravement entravés du fait de la carence des services publics. » Les « décasages » prévus par Darmanin sont avant tout une opération anti-pauvres et pourraient être la goutte de trop, dans ce territoire officiellement français, où les conditions de vie sont indignes. Premier revers pour le gouvernement, prompt à bafouer ses propres lois : le tribunal judiciaire de Mamoudzou a suspendu l'expulsion du bidonville Talus 2 près de Mamoudzou.

PAR NORBERT MORAVCIK • 25/04/2023

# POLITIQUE Par les manifestations et par les grèves, dégageons la réforme, Macron et le Medef qu'il sert !

Le mouvement contre la réforme des retraites n'a pas encore gagné l'abrogation mais Macron a déjà beaucoup perdu politiquement.

Plus de place pour les faux-semblants : les manifestations massives, les nombreuses actions et les grèves reconductibles, même minoritaires et restreintes à quelques secteurs, agissent comme un révélateur et poussent tous les camps politiques dans leurs retranchements. Ce qui laisse imaginer tout ce que permettrait une grève de masse, une grève générale.

## DÉMOCRATIE BOURGEOISE ET DICTATURE DU CAPITAL

Le vernis de la démocratie institutionnelle a été le premier à voler en éclat. Rien d'étonnant tant la couche de parlementarisme est fine dans la Cinquième République qui donne des pouvoirs démesurés au monarque présidentiel. Le piétinement de l'Assemblée par l'exécutif a certes ajouté à la crise politique, mais la loi n'aurait pas été plus acceptable si elle avait été adoptée par la poignée de parlementaires qui manquait pour éviter le recours au 49.3.

Face à la persistance voire au renforcement du mouvement à chaque étape de son « cheminement démocratique », comme a pu le dire Macron sans ironie, ce sont les droits collectifs qui ont été attaqués : le droit de manifester sévèrement limité par la répression policière<sup>1</sup>, le droit de grève par les réquisitions et le droit de réunion par les menaces de dissolution qui pèsent sur l'association écologiste Les Soulèvements de la Terre, et même sur la Ligue des droits de l'homme.

Tout cela crée ce que Laurent Berger a

qualifié de « crise démocratique » - quelques jours avant de quitter le navire. Crise parce que quelques politiciens au service du patronat imposent leur loi au monde du travail ? Non ça c'est le fonctionnement normal de leur démocratie bourgeoise ! Si leur système est en crise, c'est parce que cette fois la pilule ne passe pas, parce que les travailleurs et les travailleuses ne désarment pas et n'acceptent pas cette loi, même promulguée. Leur démocratie pour les riches est en crise quand une majorité d'exploités s'obstine à donner son avis ! (voir article « Leur démocratie et la nôtre » du dossier page 7)

## MACRON ET LE MYTHE DU BARRAGE

Pas de crise démocratique mais une crise politique qui pèse sur Macron pour l'anniversaire de sa réélection.

La pression du mouvement plonge le gouvernement déjà minoritaire à l'Assemblée dans l'isolement politique, le coupant même de ses alliés les plus naturels que sont les Républicains. L'impopularité de Macron

en fait un pestiféré tant que le mouvement maintient la pression.

Tenu d'imposer brutalement l'agenda patronal, le camp Macron en est réduit à consolider sa base bourgeoise, réduite mais fidèle, en accentuant sa dérive réactionnaire - déjà très nette dans le précédent quinquennat. Le « techno » Bruno Le Maire explique sur RMC que les aides sociales ne doivent plus partir au Maghreb, Darmanin parvient à sauver sa loi contre les travailleurs immigrés<sup>2</sup> et Macron met l'immigration et la sécurité en bonne place dans ses chantiers de « l'apaisement ». Ces indignes manœuvres de diversion racistes, destinées à renforcer les idées réactionnaires, ont des conséquences immédiates dramatiques pour les populations prises pour cible comme à Mayotte (voir article ci-dessus). Faisons entendre ici, avec beaucoup d'autres tout particulièrement ce Premier mai, notre refus de la politique raciste criminelle menée dans ce territoire traité comme une colonie : « pas en notre nom » !

## L'EXTRÊME DROITE ET LE MYTHE DE L'OPPOSITION À MACRON

Cette fuite en avant réactionnaire des macronistes est la conséquence naturelle de leur politique dictée par le Medef. Si elle permet au camp présidentiel de trouver une future majorité, alors ce sera sur les bases d'une droite extrême. Et si Macron échoue à cela, c'est le RN qui en ressortira d'autant renforcé que ses idées auront été une fois de plus légitimées.

L'extrême droite est tenue d'afficher une certaine hostilité à la réforme des retraites - impossible sinon d'apparaître comme l'opposition principale à Macron. Mais elle a bien du mal à concilier son programme pro-patronal avec l'affichage démagogique du slogan sur la retraite à 60 ans<sup>3</sup>. Dans le mouvement, ses troupes de choc de petites frappes se sont révélées pour ce qu'elles sont fondamentalement : des supplétifs d'une police au service de l'ordre social capitaliste<sup>4</sup>.

## DIALOGUE SOCIAL ET CORPS INTERMÉDIAIRES

Le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, a déclaré dimanche 23 avril : « C'est la première fois que, pendant un mouvement social de cette ampleur, on a continué à discuter et à signer des accords avec les syndicats. » « Pendant la crise politique, les affaires continuent », se vante le porte-parole des exploités ! Tandis que les syndicats des exploités, réduits au triste rôle de « corps intermédiaires » chargés d'éteindre les incendies sociaux allumés par le gouvernement et le patronat, quémandent une « sortie de crise » (voir article « Sortir des sentiers battus des institutions » page 6). Métier usant, on souhaite un bon repos à Laurent Berger !

Mais la crise c'est tous les jours pour les travailleurs et les travailleuses, surtout quand l'inflation remplit les marges et vide les cadidies (voir article « Mise au service des profits, l'inflation se prolonge » page 4). Pour en finir avec la crise sociale permanente, poussons la crise politique jusqu'au bout, jusqu'à avoir la peau des vrais responsables de la situation : non seulement le commis Macron et ses semblables mais également ses commanditaires patronaux. Capitalisme dégage !

PAR RAPHAËL PRESTON • 25/04/2023

## >> POUR ALLER PLUS LOIN

À lire sur notre site [www.nouveaupartiantcapitaliste.fr](http://www.nouveaupartiantcapitaliste.fr) :

1. Tout augmente, surtout le poulet ! • 22/04/2023
2. Loi Darmanin : un tri des migrants au service du patronat • 12/02/2023
3. RN : derrière la démagogie sociale, le même discours raciste, sexiste et pro-patronal • 16/02/2023
4. Communiqué du NPA Jeunes. L'extrême droite se fait l'auxiliaire de la police de Macron : nous ne reculerons pas ! • 25/03/2023

## ÉCONOMIE MISE AU SERVICE DES PROFITS, L'INFLATION SE PROLONGÉ

Le 23 avril dernier, *Le Monde* titrait en une : « Pourquoi les marges de l'industrie dopent l'inflation ». Si beaucoup d'experts expliquaient que l'inflation était passagère et liée en partie à une « demande excessive » sur le marché, quand ils n'en résumant pas les causes à la guerre en Ukraine, la hausse des prix s'installe en réalité sur la durée et est aujourd'hui principalement liée à la hausse des marges – et donc de leurs profits – décidées par un certain nombre de patrons, notamment dans les secteurs du fret, de l'énergie et de l'agroalimentaire, dont les prix se répercutent sur beaucoup d'autres secteurs.

Selon une publication récente de l'Insee, cette hausse des marges expliquerait 60 % de la hausse des prix. Les capitalistes ont ainsi fait grossir ces marges pour rattraper des pertes antérieures, mais aussi pour anticiper des hausses futures de coûts de production et de taux d'intérêt. Après l'explosion des profits à laquelle on a assisté s'annonce un retournement à la baisse, au cours duquel les hausses de prix n'auraient plus pour rôle d'augmenter les profits, mais de les préserver.

L'augmentation des prix se fait au détriment du pouvoir d'achat des travailleuses et travailleurs, aggravant la répartition de la valeur au profit des capitalistes.

Les macronistes alertaient au printemps dernier sur les risques d'une « boucle prix-sa-

laire ». Elle n'a jamais existé : en un an, l'augmentation moyenne des prix à la consommation (+ 6,7%<sup>1</sup>) a été presque deux fois plus grande que celle des salaires inscrits sur les fiches de paie (+3,9 %<sup>2</sup>) ! Dès lors, les salaires réels (salaires corrigés de l'inflation) baissent. De l'autre côté, comme les taux d'intérêt augmentent, les riches épargnants et épargnantes qui investissent aujourd'hui gagnent davantage. Et ce ne sont pas les « primes de partage de la valeur », qui ne concernent que 20 % des salariés, qui inverseront cette tendance. Face à cela, les mesures administratives de blocage des prix proposées par la gauche n'auraient qu'une portée provisoire si le contrôle de la production ne change pas de mains.

Pour prendre directement dans les poches du patronat, il faut aller vers des grèves pour les salaires, grèves qui portent en elles la perspective d'un contrôle par les travailleuses et travailleurs eux-mêmes. D'ailleurs, l'augmentation immédiate des salaires de 400 euros, l'indexation des salaires et des prestations sociales sur le niveau des prix sont des revendications unifiantes pour l'ensemble de ces luttes. L'intersyndicale ne l'a pas mis en avant jusqu'à maintenant. Le mouvement le fera peut-être demain.

PAR RÉMI GRUMEL • 24/04/2023



MANIFESTATION "MARCHE CONTRE LA VIE CHÈRE". | PARIS, 16 OCTOBRE 2022 | MARTIN NODA/HANS LUCAS

Les capitalistes ont ainsi fait grossir ces marges pour rattraper des pertes antérieures, mais aussi pour anticiper des hausses futures de coûts de production et de taux d'intérêt

1. Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), février 2022 à février 2023.

2. Indice du salaire mensuel de base (SMB).

## ÉCONOMIE De la syncope bancaire à une crise généralisée ?

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale devrait ralentir en 2023, avec 2,8 % de croissance après 3,4 % en 2022. Une fois de plus, les travailleurs sont plongés dans l'incertitude et le risque de chômage. En cause, les perturbations du secteur financier, l'inflation élevée qui plombe la consommation, la guerre et les déséquilibres nés de la crise sanitaire.

### GIBOULÉES SUR LES BANQUES

En mars, le système bancaire a été sérieusement bousculé après la faillite de la banque des startups américaines, la Silicon Valley Bank (SVB), suivie de peu par le Crédit suisse, sauvé in extremis par la promesse de rachat faite par l'Union des banques suisses (UBS).

Portée par le boom des technologies lors de la crise sanitaire<sup>1</sup>, la SVB avait doublé ses actifs en deux ans, pour atteindre 210 milliards en 2022. Cet envol a été percuté par la hausse des prix. Car, au nom de la lutte contre l'inflation, la Réserve fédérale américaine (Fed) a relevé son principal taux directeur, celui qui encadre tous les autres taux d'intérêts,

pour l'amener à son niveau le plus élevé depuis 2006. Ce qui a des effets contradictoires sur la finance. D'une part, les banques ont encaissé des intérêts plus élevés, avec des records de profits en 2022 à la BNP Paribas (10 milliards d'euros), HSBC (14 milliards) ou Deutsche Bank (5 milliards). Mais, d'autre part, leurs anciens placements, dont les taux sont inférieurs, sont devenus moins intéressants et ont donc perdu de la valeur parce qu'ils produisent moins d'intérêts que les nouveaux. La SVB est accusée d'avoir trop investi sur des placements de long terme, devenus des poids morts.

À cela s'est ajoutée la forte baisse des ventes de smartphones, téléviseurs et ordinateurs portables, pénalisées par l'inflation et le resserrement du budget des ménages. Intel a perdu un tiers de ses revenus au dernier trimestre 2022, tandis que les licenciements se comptent par dizaines de milliers chez Amazon, Microsoft, Google, Salesforce et bien d'autres. Ce qui entraîne un tarissement des liquidités des startups avec la crise de la tech : après des investissements à tout-va favorisés par le crédit facile, la situation s'est retournée pour le secteur et l'on assiste à une crise de surproduction comme seul le capitalisme sait en produire, avec les travailleurs pour premières victimes. Ces startups (dont beaucoup d'entreprises géantes) se sont précipitées pour retirer leurs liquidités chez SVB : 42 milliards de dollars pour la seule journée du 9 mars, précipitant la chute de leur banque, obligée de vendre ses actifs à perte.

### À TOUS DE BANQUER POUR LES PATRONS

Ni une ni deux, Biden a dégainé ses milliards pour éviter la panique. Les patrons de startups, pourfendeurs de l'intervention étatique, apôtres de la « libre entreprise » et de la « prise de risques », se sont précipités, avec succès, auprès du gouvernement fédéral pour couvrir leurs dépôts. Ceux-ci, normalement garantis jusqu'à 250 000 euros, l'ont été en intégralité. Et l'État américain est allé de sa promesse à toutes les banques de racheter leurs actifs dévalorisés au prix d'origine pour évi-

ter toute nouvelle faillite. Biden promet de punir les « responsables » : des mots d'autant plus creux que le PDG de la SVB, Greg Baker, a revendu pour 3,6 millions de dollars d'actions de sa banque quinze jours avant la débâcle !

La panique des financiers semble calmée, et la contagion entre banques évitée. Mais pour combien de temps ? À l'échelle mondiale, le système bancaire reste fragile (crédits risqués, perte de valeur d'actifs, etc.), tandis que, avec la hausse des prix des matières premières et des taux d'intérêts, les grandes entreprises continuent de faire monter les prix pour préserver, voire accroître, leurs profits. Quand un système économique ne survit que par la ponction directe du revenu des travailleurs, il est temps de le renverser.

PAR MAURICE SPIRZ • 24/04/2023

1. Boom lié à l'expansion rapide du télétravail et au report sur les gadgets connectés des dépenses des plus riches économisées sur les voyages, spectacles et restaurants.

# TURQUIE ERDOĞAN SUR LA SELLETTE

Recep Erdogan, qui règne en dictateur sur la Turquie depuis 2003, comme Premier ministre d'abord, comme président depuis 2014, est loin cette fois d'être sûr de remporter l'élection présidentielle du 14 mai prochain. Son régime, basé sur la démagogie religieuse de son parti islamiste, l'AKP, sur le nationalisme turc et anti kurde, semble à bout de souffle. Et son ambition de faire de la Turquie une puissance régionale, par ses interventions militaires en Syrie ou en Libye, coûte de plus en plus cher, aggravant la crise sociale dans le pays.

Le seul et réel concurrent d'Erdogan dans cette élection, Kemal Kılıçdaroğlu, est le chef du parti kémaliste CHP, créé au lendemain de la Première Guerre mondiale et qui a régné longtemps sur le pays, avec l'aide de l'armée. Ce parti est classé « social-démocrate » dans les médias, même si cette dénomination ne veut pas dire grand-chose (Moubarak en Égypte et Ben Ali en Tunisie, renversés par les révolutions arabes de 2011, l'étaient aussi, membres de la même internationale que les socialistes français !). Et Kemal Kılıçdaroğlu se présente à la tête d'une coalition qui va de son CHP au İyi Parti (Bon Parti) d'une ancienne ministre de l'Intérieur venue de l'extrême droite. Sa victoire, qu'une partie de la bourgeoisie turque et les gouvernements occidentaux pourraient souhaiter, ne changerait pas grand-chose à la situation des classes laborieuses du pays, avec une inflation qui a atteint 84 % en un an et où le salaire minimum est de 450 euros.

À propos de la complicité du pouvoir français avec le pouvoir turc, lire sur notre site « L'ami Erdoğan » : [www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)

Derrière le « Edogan dégage », et probablement des illusions, il y a le profond mécontentement social, la colère contre la dictature morale et policière d'un régime qui pourrit la vie par ses interdits et sa dure répression. Nombre de journalistes et opposants politiques sont en prison. En particulier ceux du principal parti qui soit vraiment d'opposition, le HDP (Parti démocratique des peuples) qui regroupe, aux côtés de militants kurdes, des opposants de gauche souvent jeunes, qui se sont éveillés à la politique depuis le mouvement d'occupation de la place Taksim contre la corruption du régime de 2013.

À la présidentielle, le candidat kémaliste glanera probablement les fruits du « tout sauf Erdoğan ». Aux législatives, le front d'organisations de gauche réalisé autour du HDP - où il se présentera sous le nom de YSP (Parti de la gauche verte) depuis qu'il est sous le coup d'une procédure d'interdiction par le Conseil constitutionnel - peut lui aussi bénéficier de ce rejet, ce qui serait un meilleur signal sur l'état d'esprit de la population.

Mais c'est sur un tout autre terrain, celui des luttes sociales, que la situation pourrait véritablement changer en Turquie. Des explosions de colère ont eu lieu après le tremblement de terre du mois de février, face à l'incurie et à la corruption du régime, révélées au grand jour. Le Premier mai, dont les cortèges bravent tous les ans les interdictions du pouvoir, risque d'être marquant cette année. Et des luttes sociales pourraient en prendre le relais. Malgré la répression, la surveillance policière et les licenciements de militants, la classe ouvrière turque a montré à maintes reprises sa combativité.

PAR OLIVIER BELIN • 24/04/2023



## SOUDAN GUERRE ENTRE BANDES ARMÉES DE L'ÉTAT, CONTRE LE PEUPLE

La guerre déclenchée au Soudan depuis le 15 avril entre les deux hommes forts du comité militaire qui dirige le pays depuis quatre ans a déjà fait de 400 à 600 morts et plus de 3 500 blessés. Les habitants de Khartoum se terrent ou fuient les quartiers des combats, arrosés par les roquettes.

Les deux généraux qui s'affrontent, al-Burhan, chef de l'armée régulière, et Hemedti, patron des Forces de soutien rapide (FSR, milices initialement créées pour la répression au Darfour), s'étaient alliés en avril 2019 pour renverser le dictateur Omar el-Béchir, aux prises avec des mois de révolte contre une dictature honnie. Ils avaient écrasé la révolte, bilan plus de 100 morts.

Concurrents pour le pouvoir, ils le sont aussi en affaires : l'armée régulière contrôle l'essentiel des sociétés industrielles du pays ; le chef des FSR contrôle les régions plus reculées et leurs ressources minières, dont la production d'or.

Dans le chaos de la guerre, les puissances occidentales exfiltrent à la hâte leurs ressortissants des ambassades et du monde des affaires. Jusque-là, elles tablaient sur ce Comité militaire, massacreur de la révolution de 2019, pour maintenir l'ordre... et la misère.

PAR O.B. • 25/04/2023

À lire, un article plus complet sur notre site : [www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)

## UKRAINE-RUSSIE Pendant la guerre, les affaires continuent !

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, se traduisant aujourd'hui par un front qui s'étend à l'est et au sud de l'Ukraine sur 1 500 kilomètres, se solde par un terrible bilan. Tribut militaire (selon un institut norvégien) : 100 000 morts ou blessés ukrainiens, 180 000 russes. Tribut civil : 30 000 à 40 000 morts, dont des centaines d'enfants. Près de 8 millions de réfugiés ukrainiens dans d'autres pays d'Europe, près de 7 millions de déplacés dans le pays. Des destructions chiffrées à quelque 350 milliards de dollars par l'UE, la Banque mondiale et le gouvernement ukrainien..

Mais les profiteurs sont nombreux. Vendredi 21 avril, sur la base américaine de Ramstein en Allemagne, avait lieu une rencontre entre alliés des USA organisés dans l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord), pour discuter de la poursuite de l'aide militaire à l'Ukraine. Davantage de munitions de tous types, de chars, mais pas d'avions de chasse - au grand dam du président ukrainien Zelensky.

De même que les USA - comme l'Allemagne et la France - prétextent l'aide à l'Ukraine pour grossir leurs budgets militaires, c'est-à-dire arroser leurs multinationales de l'armement et exacerber leur concurrence sur le marché mondial, de même elles budgètent déjà la reconstruction du pays et les profits escomptés. Les fleurons français de l'agro-alimentaire, de la finance, du BTP,



de la distribution, du numérique, sont sur les rangs, et même des spécialistes de la prothèse - 20 000 amputés en Ukraine, voilà un marché ! Selon L'Obs du 20 avril, c'est ce que le ministre de la Santé, François Braun, serait allé négocier à Kiev, entre autres. Des intérêts « géopolitiques » sont évidemment omniprésents.

Du côté russe (selon Forbes, 2022), les 110 milliardaires du pays (22 de plus que l'an dernier), grands noms des secteurs économiques stratégiques, auraient dégagé 152 milliards de dollars de mieux. Ils ont vendu moins, mais autrement et plus cher ! Les classes populaires, elles, paient la guerre de Poutine au prix fort, par des morts sur le

front ukrainien, par une diminution du niveau de vie et une répression cauchemardesque. Plus d'un million de Russes se sont exilés. Des figures de l'opposition libérale à Poutine (Navalny, Yachine, Kara-Mourza) sont condamnées à des années en prison, et des milliers d'autres sont ciblés, dont des révolutionnaires, condamnés à l'action clandestine pour tenter d'arrêter le bras armé du dictateur. Nous en sommes solidaires, comme nous militons contre les impérialismes occidentaux, dont l'impérialisme français, qui politiquement et économiquement profitent outrageusement de cette guerre.

PAR MICHELLE VERDIER • 24/04/2023

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire :

[www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)



## RÉFORME DES RETRAITES

# Un mouvement bien vivant !

Depuis la promulgation de la réforme, pas un membre du gouvernement ne peut se déplacer sans être accueilli par un concert de casseroles et se faire interpeler par des manifestants en colère. Les « casseroles » sont certes le fait d'un milieu militant bien moins nombreux que les millions de manifestants descendus dans les rues, mais elles prouvent que le mouvement reste bien vivant et toujours populaire.

Les manifestations du 1<sup>er</sup> mai, sans doute très importantes, marqueront néanmoins une étape, car il est légitime d'avoir des doutes sur la fermeté d'au moins une partie de l'intersyndicale et sur les objectifs, toujours institutionnels, des partis de la Nupes.

Mais, depuis le mois de janvier, le mouvement a pris tout le monde par surprise à chaque étape. Il est donc

tout à fait possible que tous ceux qui ne conçoivent les luttes que commençant quand ils le décident et s'arrêtant à leur commandement soient pris à contrepied par l'expression imprévisible, inventive, impertinente, multiforme, explosive de la colère des travailleurs. Commencé contre la réforme des retraites, le mouvement peut tout aussi bien se poursuivre par la généralisation des grèves sur les salaires, déjà nombreuses depuis des mois, comme sur les conditions de travail. Sans se contenter d'un retrait de la réforme honnie, il peut demain exiger la remise à plat de tous les reculs imposés depuis des années.

À l'inverse de ceux qui misent sur le retour à « la normale », nous parions sur tout ce qui permettra à la colère des travailleurs de s'exprimer, de s'amplifier en s'organisant démocratiquement afin d'aboutir à des victoires.

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 24/04/2023

## SORTIR DES SENTIERS BATTUS DES INSTITUTIONS

### L'INTERSYNDICALE COLLE AU CALENDRIER INSTITUTIONNEL

Dès le début, l'intersyndicale a calé son calendrier de mobilisation sur celui des institutions. Il a fallu attendre le 10 janvier, jour de la présentation de la réforme par Elisabeth Borne, pour que l'intersyndicale annonce une première journée de grève neuf jours plus tard. La puissance de la mobilisation a contraint l'intersyndicale à appeler à une nouvelle mobilisation, mais vingt-deux jours plus tard, le 31 janvier, jour de la présentation de la réforme en commission parlementaire, puis le 7 février, au lendemain de la présentation devant l'hémicycle... Cette succession de dates annoncées au coup par coup, avec notamment le 15 mars, veille du vote (bloqué par l'utilisation du 49.3) au Parlement, puis le 13 avril, veille de la validation de la loi par le Conseil constitutionnel, n'a pas permis de sortir d'une logique de « journées d'action » pour aller vers une généralisation de la grève, et ainsi « mettre le pays à l'arrêt », pour reprendre les mots de Laurent Berger. Mais les directions syndicales veulent simplement peser sur le gouvernement et non s'en prendre aux capitalistes. C'est pourquoi elles n'ont pas cherché à construire, quand elles ne s'y sont pas opposées, des structures démocratiques telles que les AG interprofessionnelles, les coordinations, les comités de grève, qui devraient être les lieux où se discutent les perspectives du mouvement.

On a pourtant pu voir que c'est lorsque les manifestations et les grèves ont commencé à déborder le cadre de l'intersyndicale - notamment au lendemain du 49.3, et la semaine qui a suivi - que le gouvernement a le plus paniqué.

### LA GAUCHE DISTILLE LES ILLUSIONS INSTITUTIONNELLES

Derrière les querelles de légitimité à diriger le mouvement, la politique de l'intersyndicale est en réalité parallèle de celle de la gauche réformatrice. La Nupes a cherché, à coup d'amendements, à faire croire qu'une « guérilla parlementaire » permettrait de faire reculer Macron. L'utilisation par l'exécutif de tout l'arsenal antidémocratique de la Ve République (47.1, 49.3, etc.) a montré que ce n'était qu'illusions. Mais la Nupes a continué à faire croire que c'est sur le terrain institutionnel qu'on pourrait régler le sort de la réforme, avec la motion de censure déposée par le groupe Liot, puis le « référendum d'initiative partagée », écarté par le Conseil constitutionnel. Désormais, c'est le Parti socialiste qui a déposé un projet de loi qui permettrait d'abroger le report de l'âge légal à 64 ans (mais pas le reste de la réforme).

### UNE NOUVELLE ÉTAPE

Il est clair qu'après trois mois de mobilisation massive mais qui n'ont pas fait reculer le gouvernement, l'intersyndicale, ou tout du moins une partie, cherche les moyens de tourner la page et de retourner à une gestion habituelle des affaires. Mais les dirigeants syndicaux comme le gouvernement ne peuvent pas être certains de réussir. Partout des structures « interpros » se sont mises en place qui prennent les initiatives entre deux manifestations nationales. Ces structures

peuvent-elles se coordonner ? D'autres, comme les ronds-points des Gilets jaunes, peuvent-elles surgir spontanément ? Car la colère latente ne demande qu'à s'exprimer encore plus fort. Encore faut-il qu'elle trouve des canaux pour s'organiser.

C'est dès maintenant que nous devons discuter pour nous donner les moyens de continuer la lutte dès le 2 mai.

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 24/04/2023

AFFICHE. FÊTE DU NPA DE L'AGGLOMÉRATION DE ROUEN : SAMEDI 13 MAI.



"DEMAIN ON CON"

## Échos

### LILLE UN MOUVEMENT TOUJOURS BIEN VIVANT À LA PLATEFORME INDUSTRIELLE DU COURRIER

La détermination est toujours présente dans les différentes brigades de l'usine. La PIC a connu des taux de grève record durant ce mouvement. Nous sommes au moins 150 à avoir participé à une grève ou à une manifestation depuis deux mois et demi. Des liens se sont tissés qui dépassent les clivages entre services, syndicats et même entre CDI, fonctionnaires et intérimaires. Des liens qu'il faudra cultiver !

### ROUEN « DÉTERS » JUSQU'AU RETRAIT !

Pour l'intersyndicale locale très large, qui est restée unie depuis janvier, comme pour les secteurs les plus combattifs (cheminots, dockers, portuaires, enseignants, territoriaux, Gilets jaunes du rond-point des Vaches, les étudiants en architecture et de Mont-Saint-Aignan), pas question de lâcher le terrain. On prépare le 1<sup>er</sup> mai, bien sûr, mais on se projette déjà plus loin avec le mot d'ordre « pas de retrait, pas d'Armada » : il n'y aura aucune trêve durant cet événement rouennais de renommée internationale prévu en juin... mais plutôt du vent dans les voiles des grèves, des manifestations et des blocages !

### LYON ON MAINTIEN LA PRESSION !

Mercredi 19 avril au soir, le poste d'aiguillage télécommandant la gare de



MANIFESTATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES. | PARIS, 13 AVRIL 2023  
 CONTINUE ! TOUS AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL" SUR LA BANDEROLE. | HERMANN CLICK

# LEUR DÉMOCRATIE ET LA NÔTRE

## LA VÉRITABLE CRISE DÉMOCRATIQUE

La bourgeoisie est une classe parasite, qui ne produit rien mais décide de tout ; dans le même temps, les travailleurs font tout, mais ne décident de rien. C'est là qu'est la crise démocratique.

Au-delà de la réforme des retraites, nous sommes de plus en plus nombreux à ne plus supporter que les capitalistes décident de tout pour nous.

La planète est en danger, les remèdes sont connus, mais les gouvernants ne font rien, pour ne surtout pas menacer les profits de ceux qu'ils servent si bien, les riches. Les transports en commun les moins polluants - le train ! - sont dans un état pitoyable, mais ils privilégient toujours la voiture pour satisfaire les appétits des actionnaires des Renault et autres Stellantis. Les hôpitaux, le système de santé sont à la dérive : ils ferment des services entiers. L'Éducation nationale périclète d'année en année : ils suppriment des postes.

Tout le monde l'a vu lors de la crise du Covid, les gouvernements ont tout fait pour sauver les marchés financiers, pendant que tout le reste était assuré par la solidarité élémentaire et la débrouille des travailleurs, soudain dits essentiels.

## COMMENCER PAR CONTRÔLER TOUT CE QUI NOUS CONCERNE...

Sortir dans la rue, dire non, c'est déjà refuser qu'ils décident. Mais la direction de notre propre lutte est aux mains d'une inter-

syndicale qui prend des décisions au sommet, entre appareils, sans consulter manifestants et grévistes.

Pour que la force que l'on sent dans la mobilisation se déploie pleinement, il faudrait contrôler notre lutte à tous les niveaux. Notamment par les grèves, en arrachant à l'exploitation le temps qu'il faut pour débattre, décider collectivement et réaliser les tâches qui se posent à nous. Cela passerait par des AG, des comités de lutte ou de grève, des « interpros », réunis aussi souvent que possible et nécessaire. Par des coordinations de ces secteurs en lutte et organisés à la base, centralisés au niveau national pour donner une direction consciente au mouvement d'ensemble : à travers l'élection de délégués élus, révocables à tout moment, qui rendent régulièrement des comptes.

## ... POUR POUVOIR CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ VRAIMENT DÉMOCRATIQUE

Les organes que nous forgeons dans nos luttes, si nous les contrôlons de bout en bout, peuvent être les ébauches d'une société réellement démocratique. Sans nous limiter à notre petit Hexagone : les contestations en Allemagne, en Angleterre, mais aussi en Iran, en Algérie, au Sri-Lanka et ailleurs posent les mêmes problèmes qu'en France

Coordonner nos luttes, mettre notre nez dans les comptes des patrons, dans leurs comptes en banque, puisque ce sont des travailleurs qui les répertorient et pourraient en

révéler tous les secrets, tisser des liens entre travailleurs par-delà les frontières, ce n'est certes pas encore prendre le pouvoir, mais c'est utiliser notre force, notre place dans la société pour contester le leur. Et ce serait un premier pas vers la construction d'un monde sans frontières, sans guerre ni barbelés.

Au lieu de commissariats et de casernes, on ouvrirait des crèches et des écoles et réquisitionnerait les logements vides

Nous avons les moyens, si nous nous organisons nous-mêmes, d'évaluer les besoins relatifs des différents secteurs de l'économie et de la population et de centraliser et organiser l'activité tout au long de la chaîne. Et au lieu de commissariats et de casernes, on ouvrirait des crèches et des écoles, et réquisitionnerait les logements vides.

Une préfiguration déjà de ce que pourrait être une démocratie « directe » qui réduise au minimum les procédures bureaucratiques faites pour paralyser l'activité des masses en lutte, et qui se base au contraire sur l'implication dans les affaires politiques du plus grand nombre de travailleurs : là où se trouveront les forces pour bâtir une nouvelle société. Une première ébauche de ce que sera notre pouvoir de demain, quand on aura renversé celui de cette classe de parasites qui possède tout.

PAR GASPARD JANINE • 24/04/2023

la Part-Dieu a dû fermer par manque de non-grévistes : tous les trains de 19 h 30 à 6 heures du matin ont été supprimés ! Le lendemain, les syndicats cheminots de la région lyonnaise appelaient à une action commune : 150 cheminots, rejoints par des énergéticiens et des étudiants ont envahi les locaux de la direction régionale, manifesté en gare puis dans la rue, déployé une immense banderole appelant à manifester le 1<sup>er</sup> mai pour des augmentations de salaire et la retraite à 60 ans.

## CAEN LA CARAVANE DU SNU À DEMI COULÉE

À Nantes, le « village du SNU », opération de promotion de ce service militaire light, n'a tenu qu'une heure. À Caen, samedi 22 avril, il s'est maintenu la journée, mais totalement paralysé. Les manifestants - merci Macron, en temps normal on n'aurait pas été 300 - ont cerné le village et l'ont noyé sous le bruit des casseroles, des slogans et des sirènes. Prochaine étape : Versailles. À moins que la caravane rentre au garage ?

## ESSONNE FÊTE DÉPARTEMENTALE DE LA LUTTE

Vendredi 21 avril, elle a réuni plus de 200 personnes mobilisées contre la réforme des retraites, à l'initiative des membres des interpros d'Évry et de Breigny. Entre cheminots et cheminotes, enseignantes et enseignants, salariés de l'aéro, de l'auto ou du médico-social, les liens tissés renforcent le moral.

Les militantes et militants écologistes de Saclay, de défense des hôpitaux publics ou de défense des migrants ont témoigné de leurs luttes et beaucoup ont exprimé un rejet global du système capitaliste. Ce qui est ressorti du débat, c'est la nécessité de construire une grève qui se généralise et la conscience que toutes nos luttes n'en sont qu'une.

## MULHOUSE JEUDI 13 AVRIL,

l'intersyndicale a appelé à manifester... à 18 h 30, pour une marche aux flambeaux ! Consternation ! Le comité de lutte a rapidement organisé un petit village des luttes à l'endroit et l'heure habituels de départ en manifestation pour accueillir les personnes qui ne seraient pas au courant du choix de l'intersyndicale.

Une AG de l'Éducation a regroupé une centaine de syndicalistes, profs, étudiants, grévistes et manifestants. Nous avons rejoint le départ de la manif. Les militantes et militants du comité de lutte ont réchauffé et distribué de la soupe pour la caisse de grève avant la déambulation nocturne qui a réuni tout de même 1 300 manifestants.

## AGEN UN MINISTRE PRIVÉ DE PAROLE ET DE LUMIÈRE !

Mercredi 19 avril, le ministre de la Transition numérique, Jean-Noël Barrot, était l'invité du maire Modem d'Agen pour causer dans un café devant un parterre de personnalités locales. Las ! Accueilli par plus d'une cinquantaine de manifestants, non seulement



RASSEMBLEMENT À LA RAFFINERIE DE FOS. | MARS 2023 | CORRESPONDANTE

il a été couvert par les bruits de casseroles, mais il a dû rester dans le noir du fait d'une opportune mesure de « sobriété énergétique » organisée par les travailleurs d'Enedis !

## BORDEAUX L'AG DE LUTTE A SON PROPRE CALENDRIER, À LA BASE

Cette interpro réunit chaque semaine depuis le 7 mars entre 50 et 150 militants. C'est un cadre démocratique, indépendant des appareils syndicaux ou politiques où des militants combattifs, dont des Gilets jaunes et des nouveaux, syndiqués ou non, des étudiants, discutent et organisent des tractages, blocages, manif, le soutien à des grévistes, des chômeurs, aux féministes et antiracistes, pour renforcer le mouvement, l'étendre en entraînant dans la grève et la mobilisation par-delà l'intersyndicale.

## FOS NON AUX RÉQUISITIONS DES TRAVAILLEURS !

La préfecture a ordonné la réquisition pour deux fois 48 heures de grévistes du dépôt pétrolier de Fos-sur-Mer, trois par équipe, espérant lever « les blocages » et réapprovisionner les quelque 40 % de stations-services à sec dans le département. Aucun blocage pourtant, mais bien des travailleurs en grève ! Des centaines de travailleurs sont venus dénoncer cette tentative de briser la grève et exprimer leur détermination à poursuivre la mobilisation jusqu'au retrait de la réforme. Notre force, c'est la grève, généralisons-la !

## >> SUR LE SITE

Plus d'articles d'analyse  
et d'échos locaux à lire :

[www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)



# Quelques grèves pour les augmentations de salaire en avril

La lutte contre la réforme des retraites entamée en janvier, loin de mettre le combat pour les salaires sous le tapis, lui donne une vigueur nouvelle. Depuis au moins un an et demi, les grèves pour des augmentations de salaire se multiplient. Un peu partout, la machine bien huilée des négociations annuelles obligatoires (NAO), avec ses rencontres patrons-syndicats courues d'avance et tout juste des miettes à la clé, se grippe. C'est que les prix, eux, flambent ! Voilà, pour le mois d'avril, un petit florilège non-exhaustif, et de loin, de ces luttes.

Il y a d'abord les grèves démarrées en mars et qui ont continué. C'est le cas de la lutte dans un entrepôt de Vertbaudet (mode pour enfants) près de Lille. La grève, démarrée le 20 mars, continuait encore le 20 avril. Les ouvrières revendiquent une augmentation de 20 %. Le patron lui, proposait aux NAO... 0,01 % !

« **Apple présente iGrève** ». C'est la banderole que déploient les salariés d'au moins quatre Apple Store à Paris et Lyon lors d'un débrayage de trois heures dans l'après-midi du samedi 1er avril. Les revendications : 7 % d'augmentation, passage à la semaine de 32 heures, plus de visibilité sur les plannings...

Au nord, c'étaient les corons... Les supporters du RC Lens l'entonnaient dans les gradins samedi 15 avril à l'occasion de la rencontre avec le PSG. Pendant ce temps, les sala-

riés d'AMP Visual TV, ceux qui filment d'habitude le match à hauteur de gazon, étaient en débrayage. Les salaires n'ont pas augmenté chez eux depuis la dernière grève, en 2008 !

Le mouvement contre la réforme renforce les grèves pour les salaires... et réciproquement. Un seul exemple : le 30 mars au Sivom Vallée de l'Yerres et des Sénarts, en région parisienne, les éboueurs entrent en grève contre la réforme des retraites, mais aussi pour leurs revendications, dont l'augmentation de 9 % des salaires.

Dans d'autres structures de collecte des déchets, les directions ont rapidement cédé sur les salaires pour éteindre l'incendie. Mardi 4 avril au matin, le chef du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, confessait à France Inter : « *On sent une colère des Français. Si on laisse de côté la retraite, [elle] va au-delà. On voit dans les entreprises. On a eu des discussions très compliquées sur les salaires* » - bel euphémisme ! - « *parce qu'il y a une inflation [...] forte.* »

Les patrons arrivent certes à cantonner ces luttes locales en concédant des augmentations souvent limitées au niveau de l'inflation, donc loin de compenser la longue baisse du salaire réel. Mais si les grévistes frappaient ensemble, ils pourraient bien changer cette donne !

PAR BASTIEN THOMAS • 20/04/2023

## HÔPITAL GUSTAVE ROUSSY | VILLEJUIF EMBAUCHES ET SALAIRES, TOUT SE TIENT !

Le service d'hôpital de jour du centre anti-cancer Gustave Roussy a connu une grève fin mars. Les infirmières réclamaient leur dû : depuis la démission des trois infirmières de coordination, elles assuraient elles-mêmes la régulation des patients sans compensation d'aucune sorte. Elles sont toutes restées chez elles pour ne pas être assignées : le service n'a pas tourné. La direction, faisant mine d'être scandalisée, les a menacées d'une plainte pour mise en danger des patients. Mais qui crée le danger en surchargeant les plannings et en pressurant les infirmières sinon la direction ? Les grévistes exigent le respect du ratio de sept à huit patients. Mais pour cela, encore faudrait-il embaucher... et pour embaucher - et garder les infirmières -, il faut des hausses de salaire !

Deux jours de grève dans un seul service ont mis la direction en panique ? Vivement une grève à l'échelle de l'hôpital, tous services et professions confondus !

### EDUCATION NATIONALE

## « PACTE » DE REVALORISATION : LES ENSEIGNANTS NE SONT PAS DUPES !

Accueilli à Ganges (Hérault) dans un collège plongé dans le noir par les électriciens CGT, Macron a présenté son « pacte » censé revaloriser le métier d'enseignant.

En fait d'augmentation de salaire, il faudra accepter de nouvelles missions pour gagner jusqu'à 500 euros supplémentaires par mois. Répondre à la surcharge de travail en nous faisant le coup du « travailler plus pour gagner plus », on n'y avait pas pensé ! Macron se justifie : « *On ne peut plus laisser les parents d'élèves avec des enfants qui ont des heures non remplacées.* Réduire le métier de prof à garderie nationale : en voilà, une « revalorisation » !

Il manque des remplaçants ? C'est que le métier ne fait pas rêver. Le nombre de candidats aux concours de l'enseignement est en chute libre. Le nombre de démissions explose. Remplacer au gré des absences ? Pas certain que Macron trouve beaucoup de volontaires : la majorité des enseignants travaille plus de 43 heures par semaine et, en collège et lycée, se voit imposer déjà très souvent 10 % d'heures supplémentaires obligatoires - détruisant des milliers de postes.

Il faudrait recruter massivement. Le gouvernement fait l'inverse en supprimant 1 500 postes et 2 265 classes dès septembre.

Quant à la hausse de salaire des profs, le premier mensonge de Macron est de dire qu'elle sera « entre 100 et 250 euros par mois ». En effet, le salaire de base n'augmente pas - ce qui aurait en fait bénéficié à tous les agents publics, y compris les moins bien payés. Chaque prof touchera en réalité moins de 100 euros net par mois d'indemnités supplémentaires. Le reste, une hausse de la prime d'attractivité, ne concernera que les débuts de carrière. Cela ne suffira pas à rattraper l'inflation, ni à compenser les 25 % de pouvoir d'achat perdus par les enseignants en vingt ans. Par ailleurs, ces gains n'entrent pas en compte pour le calcul de la retraite... Tout un symbole !

## LA POSTE | GRENOBLE UNE LUTTE EXEMPLAIRE

Depuis plus d'un mois les postiers de Grenoble Chavant, dont une majorité d'intérimaires, sont en grève reconductible.

La Poste, plutôt que d'embaucher en CDI, a licencié une des collègues ayant atteint la limite légale de 18 mois successifs de mission d'intérim. Du coup la quasi-totalité de l'équipe distribution de Chavant a démarré une grève reconductible. Cela a permis le maintien de la collègue, et maintenant les grévistes exigent l'embauche en CDI de tous les précaires et la fin de l'organisation du travail délétère imposée depuis décembre 2021.

Les intérimaires sont contraints de réaliser des missions pour lesquelles ils ne sont ni formés, ni habilités, voire doivent parfois former les nouveaux sur ces tâches. La Poste justifie le recours aux intérimaires en invoquant une hausse d'activité mais dans le même temps prévoit 20 000 suppressions d'emplois en 2024-25 au motif d'une baisse de l'activité courrier ! L'intérim sert d'abord à augmenter le niveau d'exploitation des jeunes salariés, pour ensuite peser sur les conditions de tous et toutes.

Les 30 et 31 mars, ce sont les postiers de Lionel Terray, bureau couvrant le sud de Grenoble, qui se sont mis en grève pendant une heure, refusant l'augmentation de leur charge de travail quotidienne, ils se sont liés aux grévistes de Chavant.

La Poste a répondu en convoquant 18 grévistes pour sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Contrainte par la mobilisation interprofessionnelle, la direction a annulé les entretiens... et sanctionnés les 18 grévistes sans même leur laisser la possibilité de s'expliquer.

Mais mardi 11 avril, elle a dû annoncer la création de trois CDI, sans préciser quand, où et pour qui seraient ces postes.

Le soutien très large à la mobilisation des facteurs et factrices de Chavant permet à la grève de tenir dans la durée : étudiants et salariés du planning familial, de la SNCF ou de l'énergie... la coordination de nos grèves permet d'être plus forts !



PIQUET DE GRÈVE DE SIVOM. | VALLÉE DE L'YERRES ET DES SÉNARTS, AVRIL 2023 | CORRESPONDANT





CORTÈGE INTERPRO. | LILLE, 2023 | CORRESPONDANT

## LA POSTE | LILLE ON EST TOUS LE SOUS-TRAITANT DE QUELQU'UN

La diversification de l'activité à La Poste, ce n'est pas nouveau. Mais, ces derniers temps, la boîte essaye vraiment de se faire une place parmi les géants de la logistique. À la PIC (centre de tri du courrier) de Lille, on le sent, avec l'arrivée d'activités qui nous transforment en sous-traitants pour des entreprises comme Auchan, Mobivia ou, plus récemment, Jules...

La Poste sous-traitait. Elle devient aussi elle-même un sous-traitant. Dans ce grand monopoly capitaliste, les patrons se font la guerre avec notre peau, en faisant faire le travail avec le minimum de personnel et le plus mal payé possible. Hors de question de rentrer dans leur sale concurrence. Notre intérêt c'est de nous unir entre salariés, quelle que soit l'entreprise qui nous emploie.

////////////////////////////////////

## GUINGAMP LES BÉBÉS NAITRONT- ILS DANS LES CHOUX OU AU BORD DE LA ROUTE ?

Après avoir organisé depuis plus d'un an la pénurie de personnel, notamment de sages-femmes, l'ARS, avec son hypocrisie habituelle, se réfugie derrière les risques sanitaires pour les parturientes et les enfants pour fermer la maternité. À titre provisoire ? En fait l'ARS Bretagne déroule le tapis rouge au secteur privé...

Depuis des années la bagarre contre cette fermeture a été menée, la direction a usé le personnel et les élus, béats, se sont laissés endormir quand ils n'ont pas participé eux-mêmes à la casse du service public. Vendredi 21 avril, l'intersyndicale CGT, SUD-Santé et CGC s'est invitée bruyamment au conseil de surveillance de l'établissement, interrompant les conciliabules dits du « dialogue social ».

////////////////////////////////////

## GROUPE STELLANTIS LES INTÉRIMAIRES RELÈVENT LA TÊTE

Début mars, 24 intérimaires à PSA Veoul, puis 60 à PSA Hordain ont fait plusieurs heures de grève. Des CDI l'ont faite aussi par solidarité et la production a été perturbée. Ils réclament l'équivalent de la prime d'intéressement et de participation que les CDI doivent toucher : autour de 3 880 euros net.

Alors qu'en 2022, Stellantis (fusion de PSA et Fiat-Chrysler) a fait 16,8 milliards d'euros de bénéfices net, les intérimaires, les CDD qui ont travaillé moins de trois mois en 2022 et les sous-traitants n'ont droit à rien, alors qu'ils écotent souvent des postes les plus durs. Une intérimaire explique : « On a un sentiment d'injustice et de dégoût ». À leur tour, 250 intérimaires de PSA Mulhouse se sont rassemblés dans plusieurs réunions pour revendiquer la prime, des augmentations de salaire et l'embauche de tous les précaires qui le souhaitent.

Fin mars, 80 de ces intérimaires de Mulhouse remettent collectivement à la direction une pétition reprenant ces revendications. Avec des ouvriers CGT, ils ont fait signer la pétition à environ 500 autres intérimaires de l'usine (sur 1 500). Même si la direction campe sur son refus, cette action militante des intérimaires est exceptionnelle, au vu de la pression, et porteuse de bien des perspectives.

////////////////////////////////////

## TRUFFAUT | IVRY UN BOURGEON DE PLUS DANS LE CHAMP DES GRÈVES

Les salariés de Truffaut Ivry ont déposé les arrosoirs samedi 22 avril pour réclamer des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. Lors des dernières NAO (négociations annuelles obligatoires), la direction a proposé des augmentations au ras des pâquerettes, bien en dessous du seuil de l'inflation. Le groupe a pourtant enregistré des bénéfices records entre 2019 et 2021 (35 millions d'euros), grâce aux salariés venus travailler malgré le Covid. La mauvaise graine a donc défilé dans les allées du magasin, en musique, devant des chefaillons médusés qui les filmaient au téléphone dans des sourires figés de figes éclatées. Y'a vraiment plus d'saison ! Cette journée de grève, deuxième de l'histoire de l'enseigne après celle d'Herblay (95) et d'Orvault (44) le 14 février dernier, n'est pas la dernière, soyons-en sûrs. Au printemps fleurissent les luttes comme les églantines pour faire manger à la rapacité patronale les pissenlits par la racine !

>> SUR LE SITE

Plus d'articles et brèves  
des premières lignes à lire :  
[www.nouveaupartiantcapitaliste.fr](http://www.nouveaupartiantcapitaliste.fr)



## KEOLIS GRÈVES DANS LE GROUPE, 5 % ET APRÈS ?

Dans les filiales françaises du groupe Keolis, géant mondial des transports publics, les grèves pour les salaires se multiplient ces derniers mois, faisant ici et là fi du calendrier convenu du dialogue social. De la Côte d'Azur à Lille, en passant par Bourgoin-Jallieu, Orléans, Quimper ou bien Narbonne, Tarbes,

Bordeaux... on en oublie sans doute !

Les travailleurs partagent les mêmes revendications. Face à eux, les directions de filiales ont toutes la même consigne : 5 % d'augmentation, pas plus ! C'est bien souvent après plusieurs jours de grève que les salariés ont pu obtenir ces augmentations autour de 5 %, car les patrons essaient ici ou là de les contenir à un niveau encore plus bas. Mais ces 5 % sont loin du compte vu l'inflation et les résultats du groupe Keolis, en hausse en 2022.

Pour gagner plus, il faudra se coordonner plus : entre travailleurs des différentes filiales, voire avec ceux d'autres groupes (Transdev, RATP Dev...), vers un mouvement d'ensemble dont l'explosivité et l'organisation feront trembler les patrons.

////////////////////////////////////

## AIRBUS | TOULOUSE ACCORD EN TROMPE-L'ŒIL SUR LES SALAIRES

Chez Airbus Commercial Aircraft, à Toulouse, la direction se vante de « la meilleure politique salariale [...] depuis plus de 25 ans ». Mais en réalité, l'accord conclu avec les syndicats FO, CGC et CFTC portant 5,5 % d'augmentation générale, ne rattrape pas l'inflation sur les trois dernières années. Si on prend celle-ci en compte, c'est une baisse d'au moins 4,9 % que subissent les salaires réels, qui est loin

d'être compensée par les augmentations individuelles, par définition à la tête du client.

L'accord a eu ses contreparties. De fait, durant les journées nationales, l'intersyndicale d'Airbus (CGT exceptée) n'a par exemple pas clairement appelé à la grève au-delà de quelques heures, incitant à revenir pointer dans les usines après avoir manifesté... Elle n'a pas non plus cherché à faire le lien entre les salaires et la lutte pour les retraites. À la base, une colère sourde existe, d'où le talon à 100 euros brut mensuels pour les petits salaires. Qu'est-ce que ça aurait été si nous étions vraiment collectivement entrés dans la bagarre ?

Il n'est pas trop tard. La mobilisation nationale actuelle n'est pas finie. Mais pour faire reculer le patronat, il faudra exprimer ensemble notre colère, par la grève.

////////////////////////////////////

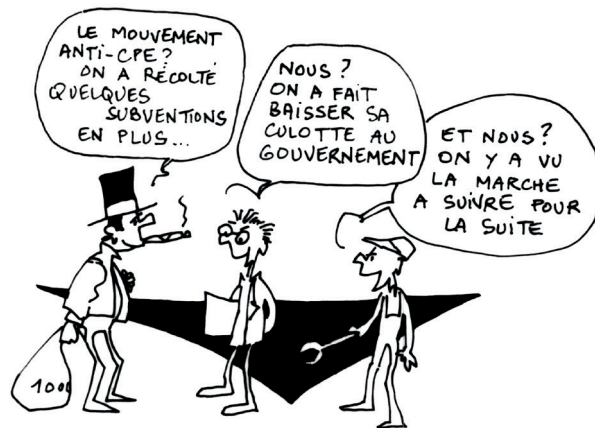
MOUVEMENT CONTRE LE CPE EN 2006

## Comment faire abroger une loi promulguée ?

Le 16 janvier 2006, le Premier ministre, de Villepin, annonce la « loi pour l'égalité des chances » (LEC), qui comprend l'apprentissage à 14 ans et le contrat première embauche, imposant aux moins de 26 ans une période d'essai de deux ans.

Une intersyndicale nationale se constitue et appelle à une première journée de mobilisation le 7 février. En parallèle, une coalition nationale des organisations de jeunesse lance des appels à AG dans les universités. Des équipes militantes se constituent et mènent une large campagne de dénonciation du CPE, qui a permis de commencer à gagner une majorité dans la jeunesse étudiante.

Les militants et militantes révolutionnaires argumentent d'emblée contre le CPE, mais aussi contre le CNE (même contrat que le CPE mais dans les petites entreprises) et dénoncent la LEC. Une manière d'orienter le mouvement dans un sens qui lie le sort des jeunes aux travailleurs. Et qui dénonce la précarité ainsi que toute la politique du gouvernement. La grève étudiante devient suffisamment forte pour convaincre la majorité des étudiants, notamment dans des



AG massives tenues dans le cadre de blocages.

La grève du 7 février est bien suivie, sans être un raz-de-marée : 400 000 personnes selon les syndicats. Au lendemain de cette journée, l'intersyndicale nationale appelle à une prochaine journée de grève nationale... le 7 mars !

Une coordination nationale étudiante est convoquée le 18 février à l'initiative de militants révolutionnaires. Elle prend un rythme hebdomadaire et finit par regrouper des délégués élus d'une grande partie des établissements de l'enseignement supérieur. Après avoir mobilisé les facs, le mouvement envoie des brigades d'étudiants dans les lycées. Jusqu'à 1 000

lycées ont été bloqués. Résultat : début mars, c'est la grande majorité de la jeunesse scolarisée qui est touchée par la grève. Et, au moment de la promulgation de la loi le 7 mars, le mouvement ne s'essouffle pas.

Lorsque la grève de la jeunesse est devenue massive, elle a évidemment pesé sur l'opinion. Les étudiants les plus mobilisés, regroupés dans la coordination, cherchent alors à mener une politique délibérée pour chercher à s'adresser aux travailleurs et les entraîner dans la bataille.

Ces coordinations adoptaient en effet des appels qui donnaient une expression propre aux grévistes : une politique exprimée dans un premier temps en direction des jeunes non mobilisés, puis lorsque le mouvement a pris en force, en direction des travailleurs et de leurs organisations, proposant notamment des dates nationales de grève commune jeunes-travailleurs. Des interventions directes furent organisées en direction des entreprises, grâce aux relais militants des courants révolutionnaires, avec participation à des AG de travailleurs, à des rencontres et diffusions de tracts à la porte des entreprises.

Sous la pression du mouvement, les confédérations syndicales sont alors amenées à appeler à deux grèves et manif espacées d'une semaine, les 24 mars et 4 avril, qui regroupèrent à deux reprises le nombre record de trois millions de manifestants. Sous la pression de la rue, Villepin et Chirac cèdent. Deux mois après sa promulgation la loi était retirée.

PAR XAVIER CHIARELLI

Ce n'est pas la « fête du travail » mais la journée internationale de lutte des travailleurs. La nuance est de taille. Le 1er mai est la manifestation du caractère internationaliste du combat de la classe ouvrière pour son émancipation. En lui donnant vie chaque année, les mobilisations du 1er mai démontrent que le slogan « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », n'est pas si obsolète que l'on voudrait nous le faire croire.

### DU COMBAT POUR LA JOURNÉE DE 8 HEURES...

Samedi 1er mai 1886, 340 000 travailleurs se mirent en grève aux États-Unis pour imposer aux patrons une limitation de la journée de travail à huit heures. On décompta 25 000 manifestants à New York ou 10 000 à Detroit. À Chicago, ce furent presque 80 000 travailleurs qui défilèrent. Lundi 3 mai, la grève continua et s'amplifia. Devant l'usine de machines agricoles McCormick, la police chargea et tira sur les grévistes, abattant quatre personnes et faisant de nombreux blessés. Un rassemblement de protestation eut lieu le lendemain au Haymarket Square. Alors que le meeting se terminait,



## MOUVEMENT OUVRIER Les origines révolutionnaires du 1er mai

nière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail ». Si le 1er mai fut choisi, ce fut en hommage aux « martyrs » de Chicago. Dès le 1er mai 1890, les travailleurs se rassemblèrent dans de nombreux pays.

La France aussi connut son 1er mai sanglant, en 1891 à Fourmies (Nord). À l'issue d'une journée de grève et de manifestations, la troupe tira sur la foule, devant la mairie. Bilan :

neuf morts, tous ouvriers des filatures dont le plus jeune avait 11 ans, et trente-cinq blessés en 45 secondes. Ce 1er mai faisait suite à une série de grèves dans les filatures de Fourmies : les usines étaient souvent insalubres, le travail dans les filatures de laine durait généralement douze heures par jour, six jours sur sept, et les patrons venaient de réduire les salaires. Loin de briser la combativité, la fusillade provoqua la mobilisation. Lors des funérailles le 4 mai, des milliers de travailleurs de toutes les communes des alentours convergèrent à Four-

mies. Puis la grève continua encore plusieurs jours avant la reprise du travail, atelier par atelier. Les grévistes n'avaient pas fait céder le patronat. Et bien que les forces de l'ordre aient été mises en cause, neuf manifestants furent condamnés à des peines de prison pour entrave à la liberté de travail, outrage, violence à agent et rébellion. Mais la conscience de classe avait fait un bond en avant.

### ... À LA LUTTE POLITIQUE POUR UNE SOCIÉTÉ SANS EXPLOITATION NI OPPRESSION

Le 1er mai est né de la première revendication sociale internationale mais est rapidement devenu le symbole de la lutte politique du prolétariat contre l'exploitation et l'oppression. Car le 1er mai est la manifestation que, d'un bout à l'autre de la planète, nous avons conscience d'appartenir à un même camp, une même classe, qui doit mener un combat commun contre les capitalistes. C'est pour contrer cette idée que Pétain l'avait transformé, en 1941, en « fête du travail », un jour férié pour célébrer l'Union Capital-Travail.

Même si ses origines révolutionnaires sont souvent oubliées, des manifestations, des grèves, des rassemblements ouvriers ont lieu chaque 1er mai partout dans le monde, renforcés par les crises actuelles et la contestation sociale qui s'étend de pays en pays. Comme l'écrivait Rosa Luxemburg : « Aussi longtemps que la lutte des travailleurs contre la bourgeoisie et les classes dominantes continuera, aussi longtemps que toutes les revendications ne seront pas satisfaites, le 1er mai sera l'expression annuelle de ces revendications. »

PAR GAËL KLEMENT

### >> SUR LE SITE

Plus d'articles d'histoire et de points de vue, de billets culture et vie du NPA à lire :

[www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)



le 1er mai est la manifestation que, d'un bout à l'autre de la planète, nous avons conscience d'appartenir à un même camp, une même classe, qui doit mener un combat commun contre les capitalistes.

une bombe explosa, faisant sept morts et des dizaines de blessés parmi les policiers cette fois. Huit responsables anarchistes, dont aucun n'était présent à Haymarket le 4 mai, furent arrêtés et condamnés à mort.

Trois ans plus tard, en 1889, lors de son congrès de fondation à Paris, la Deuxième Internationale proposa d'organiser « une grande manifestation à date fixe de ma-

# LITTÉRATURE CONTRE LE TRAVAIL QUI TUE, UN VENDREDI 28 AVRIL DE LUTTE !

Depuis une trentaine d'années, le 28 avril est déclaré « journée internationale de la santé au travail », par des institutions syndicales et étatiques internationales qui veulent surtout « promouvoir la prévention des accidents et des maladies professionnelles dans le monde entier » et inciter les salariés à respecter les règles de sécurité, comme s'ils étaient responsables de leurs morts ou mutilations. Le travail tue – 800 à 1000 morts au moins chaque année en France –, mais c'est en fait le contexte dans lequel s'exerce l'activité productive sociale qui tue, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste et la course aux profits qui exposent à tous les risques. À la veille de ce 1<sup>er</sup> mai 2023, une nouvelle étape du bras de fer entre Macron et le monde du travail, la journée internationale du 28 avril prend les couleurs de la lutte. « On ne crèvera pas pour le patronat ! » Pas deux ans de plus ! Nous devons être nombreux à le répéter ce jour-là. L'ouvrage dont nous conseillons ci-dessous la lecture est de circonstance, document et pamphlet contre les crimes dont se rendent coupables les patrons.

## L'HÉCATOMBE INVISIBLE, ENQUÊTE SUR LES MORTS AU TRAVAIL

DE MATTHIEU LÉPINE, SEUIL, 2023, 224 PAGES, 19€

Cet ouvrage est une enquête sur les conditions de travail qui font en France deux à trois morts par jour, un bilan parmi les pires d'Europe, sans qu'on puisse exactement le chiffrer. En effet, la caisse d'assurance maladie ne dresse des statistiques que sur le secteur privé, c'est-à-dire sur quelque 19 millions de salariés alors que la population active française en compte 29 millions. Sont omis des statistiques le secteur public, le secteur agricole, les marins-pêcheurs, les indépendants dont cette nouvelle catégorie montante des « auto-entrepreneurs » au nombre desquels les livreurs à vélos et bien d'autres. On en serait en réalité à quelque 1000 morts par an, sans compter les accidents de trajets. Une hécatombe, dans le plus grand silence. Qui plus est, il s'agit souvent de morts violentes, choquantes. De vies littéralement broyées ou ensevelies.

L'auteur de l'ouvrage, Matthieu Lépine, est un enseignant en histoire et géographie qui, depuis 2019, a pris à bras-le-corps cette réalité de la mort au travail, l'a traquée à travers la presse quotidienne régionale et a diffusé les données recueillies sur les réseaux sociaux. Ont alors afflué des témoignages de victimes et leurs familles, de militants syndicaux, d'ins-

pecteurs du travail, de médecins, d'avocats, de journalistes. D'où un véritable dossier à charge contre le patronat et les responsables politiques.

Au fil des pages, l'ouvrage témoigne sur ces morts qui frappent prioritairement les plus jeunes, dont des apprentis de 14 ans, ou les plus âgés. Il est question de travailleurs dont les photos s'égrènent à la fin de l'ouvrage. « *Mon fils est parti un matin au travail pour gagner sa vie et non pour la perdre* », dit la mère de Guillaume. « *J'aimerais tellement que la mort de mon enfant ne soit pas un fait divers dans un petit journal de province* », dit celle de Benjamin.

L'empathie avec les victimes et leurs proches est le fil conducteur de l'ouvrage, qui est aussi une enquête qui – chiffres et faits à l'appui – débusque les responsabilités (de patrons quasiment jamais reconnus coupables), dénonce la fin des CHSCT, la baisse drastique des effectifs d'inspecteurs du travail (1 pour 10 000 salariés) et les lacunes criantes de la prévention et de la formation (surtout avec l'explosion de la main-d'œuvre précaire et des entreprises sous-traitantes qui se rejettent les responsabilités). L'auteur décrit aussi le terrible parcours du combattant qui est celui des victimes et leurs familles, pour obtenir quelque réparation et surtout pour ne pas laisser impunie et oubliée la mort d'un proche. Un ouvrage précieux, d'un auteur engagé.

PAR MICHELLE VERDIER

Mediapart a consacré une émission « A l'air libre » à cet ouvrage et son auteur, le 9 mars 2023.

## CINÉMA Le NPA-13, autour du film Annie colère

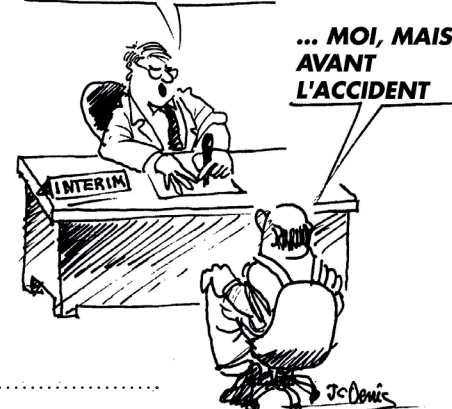
La projection organisée par le NPA de Marseille a réuni une vingtaine de personnes le 20 avril, toutes ravies de découvrir une expérience remarquable d'auto-organisation, et de discuter des multiples remises en cause du droit à l'avortement, ici comme ailleurs dans le monde.

Sorti au mois de novembre et désormais disponible en ligne, Annie colère raconte, à travers l'histoire d'Annie, ouvrière dans une petite ville et qui ne veut pas d'un troisième enfant, l'expérience du Mouvement pour la liberté de l'avortement et la contraception (Mlac), qui pratique des avortements dans la France de 1974, de façon illégale mais pas clandestine. Un film à la fois tendre et politique, à voir et à faire voir !

PAR UNE CORRESPONDANTE • 23/04/2023

Retrouvez notre chronique complète sur notre site : [www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)

EN CAS D'ACCIDENT  
GRAVE QUI FAUT-IL  
PRÉVENIR ?...



# CET ÉTÉ À BARBASTE, QUATRE JOURS POUR CHANGER LE MONDE!

Fin août, le NPA tiendra ses « rencontres révolutionnaires » à Barbaste, dans le Lot-et-Garonne.

Quatre jours de débats, échanges et ateliers, pour revenir sur ce qui a marqué l'actualité nationale et internationale de l'année – à commencer par cette mobilisation contre la réforme des retraites encore en cours ! –, se former, partager nos expériences. Pour discuter du parti communiste, révolutionnaire et internationaliste que nous voulons construire.

Mais aussi pour nous retrouver, dans un cadre convivial, autour de la piscine, du bar ou du terrain de volley, rencontrer des militants et sympathisants d'ailleurs, venir entre collègues ou en famille.

ON VOUS ATTEND

**DU 26 AU 30 AOÛT**

À BARBASTE (47230)  
AU DOMAINE DU GOLF D'ALBRET

(accueil le samedi 26 à partir de 17 heures,  
départ le mercredi 30 après-midi)

La grille tarifaire ainsi que le programme détaillé ne tarderont pas à arriver. Mais dès à présent, si vous voulez plus d'informations ou pour vous inscrire, prenez contact avec nos militants ou militantes près de chez vous, ou à l'adresse :

[rencontres.ete@nouveaupartianticapitaliste.fr](mailto:rencontres.ete@nouveaupartianticapitaliste.fr)

# RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES DU NPA

DU 26 AU 30 AOÛT  
47230 BARBASTE

ATELIERS, FORUMS, MEETINGS...

ARRHES À PARTIR DE 100€

POUR S'INSCRIRE, ENVOYER UN MAIL :  
[rencontres.ete@nouveaupartianticapitaliste.fr](mailto:rencontres.ete@nouveaupartianticapitaliste.fr)

ON NE  
CRÈVERA  
PAS  
POUR LE  
PATRONAT !



## QUELLE POLITIQUE DANS LA JEUNESSE MOBILISÉE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES ?

Après treize semaines de mobilisation, la colère et la détermination contre la réforme des retraites ne diminuent pas. Les manifestations sont massives, les actions diverses animent toute la France, des grèves se multiplient... Dans cette effervescence, la jeunesse aussi se mobilise, principalement dans la rue, en cortège ou non. Des assemblées générales se sont tenues dans la grande majorité des universités (et écoles d'art !) même si elles n'ont pas dépassé les centaines de participants. La mobilisation au jour le jour a été animée par des noyaux de plusieurs dizaines d'étudiants par fac, rythmant le calendrier par des actions de blocages (universitaires ou « économiques »), manifestations, visites régulières des piquets de grève...

### UNE JEUNESSE QUI SE RÉVOLTE ET QUI S'ORGANISE

Bien que le retrait de la réforme des retraites soit une revendication majeure dans le mouvement actuel, il est visible que la révolte est plus large : rejet de la sélection à la fac, de Macron et son monde, et de la société capitaliste. Les étudiants montrent quel monde ils veulent pour demain : une retraite oui, mais sur une planète débarrassée de l'exploitation patronale qui pèse sur les travailleurs et la nature, où la police et les discours racistes ne font plus loi !

Cette jeunesse déterminée et organisée par elle-même fait peur au gouvernement. Preuve en est, après la forte agitation causée par le 49.3, le gouvernement annonçait une (faible) revalorisation des bourses, les repas à un euro pérennisés, les tarifs des Crous ge-

# De la révolte à la révolution, le NPA-Jeunes continue !

Lors du V<sup>e</sup> congrès du NPA, le secteur jeunes a été confronté à la décision d'une frange de l'organisation, autour de Philippe Poutou, de scissionner. Fort de près de 400 militantes et militants, le NPA-Jeunes a fait le choix de refuser la scission et de continuer le NPA, en s'opposant au rapprochement avec la Nupes défendu par Philippe Poutou et Olivier Besancenot.

**D**epuis, nous avons mis toutes nos forces dans la construction du mouvement contre la réforme des retraites dans les facs et les lycées. Difficile de faire un bilan ordinaire des activités du NPA-Jeunes ces derniers mois, notamment au plus fort de la mobilisation, sur un rythme intense, surtout à partir de début mars. La mobilisation continue, et nos réunions publiques ont rencontré un certain écho, rassemblé ces dernières semaines des dizaines, voire des centaines de jeunes aux quatre coins du territoire.

En effet, si la goutte d'eau qui a fait déborder le vase est la réforme des retraites, c'est un ras-le-bol généralisé qui s'exprime dans la jeunesse, contre cette réforme et son monde, Macron et son gouvernement au service de milliardaires. La

jeunesse voit, elle s'interroge, elle se politise ! À ces interrogations et à cette politisation croissante, nos idées communistes révolutionnaires offrent une résonance.

On peut parler d'un afflux de jeunes qui nous rejoignent, que l'on rencontre dans la mobilisation, ou que la chaude atmosphère sociale pousse à prendre contact avec une organisation révolutionnaire. Nous intervenons sur de nouveaux sites universitaires, de nouveaux lycées, et nous créons de nouveaux comités du NPA-Jeunes (quatre nouveaux en région parisienne depuis le début de 2023).

Pour transformer la société, il faudra s'armer d'idées révolutionnaires, apprendre des expériences du passé, et surtout s'organiser pour agir et intervenir ! De plus en plus de jeunes qui font l'expérience de la lutte le comprennent. Le NPA-Jeunes offrira ces prochaines semaines différentes échéances de discussion et de formation, dont un « week-end pour changer le monde » en région parisienne les 29 et 30 avril.

Le NPA-Jeunes se veut un outil d'intervention pour toute la jeunesse révoltée et convaincue de la nécessité de changer de système et d'en finir avec le capitalisme, et qui veut mettre ses forces dans la construction d'une autre société.

**Allons de la révolte à la révolution !**

PAR LE BUREAU DU SECTEUR JEUNES (BSJ)

**SUIVEZ LE NPA JEUNES SUR LES RÉSEAUX ET PRENEZ CONTACT AVEC NOUS !**

Facebook | Twitter | Instagram  
@npa\_jeunes

lés... Loin d'acheter la fin du mouvement, ces mesures nous ont rappelé qu'on peut gagner !

### APRÈS LES MIETTES, LES MATRAQUES !

Ces dernières semaines, la répression s'est intensifiée : c'est l'arme de Macron et du Medef pour nous dissuader de continuer. À double tranchant, car l'effet a été contraire ! Les étudiants ont cherché à se défendre, et ont parfois constitué des services d'ordre via leurs AG pour protéger les cortèges, comme en région parisienne, sans parler des nombreuses formations anti-répression se tenant dans toutes les facs.

C'est pour cela que nous avons partout tenté de renforcer les cadres d'auto-organisation : notamment les AG, centres de discussions et de décisions dans les facs. Elles permettent depuis la base de décider d'une politique à mener, d'objectifs à atteindre ou de revendications à porter, en dehors des espaces verrouillés de l'intersyndicale.

### QUELLES PERSPECTIVES POUR LA MOBILISATION ?

Cette politique devait être proposée à l'échelle nationale, d'où l'impulsion que nous avons donnée à une coordination nationale étudiante (CNE) se réunissant chaque semaine. Toutes les facs ont pu décider en AG d'envoyer une délégation d'étudiants les représenter. Jusqu'à aujourd'hui, sept CNE se sont réunies, avec un pic les 1er et 2 avril.

Constatant l'impasse de la stratégie de l'intersyndicale, les délégués de la CNE ont systématiquement cherché à proposer des perspectives de mobilisation visant à améliorer le rapport de force en faveur du monde du travail. Manifestations le 16 mars, jour du



MANIFESTATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES À L'APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE ÉTUDIANTE. | PARIS, MARS 2023 | MARTIN NODA/HANS LUCAS

49.3, le 14 avril, jour du Conseil constitutionnel, journées d'action réussies aux côtés de travailleurs en grève... Dans leurs appels, les étudiants ont cerné leurs objectifs : massifier le mouvement étudiant tout en cherchant à aider à la généralisation de la grève et à sa reconduction, aller vers le « débordement » craint par le gouvernement.

Si la CNE n'est pas encore apparue comme une direction d'ensemble du mouvement du fait de la relative faiblesse des AG, elle reste un exemple important de coordination à la base, qui doit se poursuivre. La CNE pourrait d'ailleurs en inspirer d'autres, on l'espère notam-

ment dans les lycées... ou le monde du travail !

Face au mépris de Macron et de son gouvernement, les étudiants continuent à s'organiser, malgré le calendrier scolaire entrecoupé de vacances et d'examens : il n'y aura pas de retour à la normale ! Nous avons poussé toutes les équipes mobilisées à préparer le 1<sup>er</sup> mai, qui doit être une journée de manifestations massives, et avec la CNE, à retourner dans la rue le 4 mai et à continuer de s'opposer à cette bourgeoisie radicalisée...

**Nous imposerons un autre avenir !**

PAR LE BSJ